

Les nouveaux Pangloss

À propos de

« **Les linguistes atterrés**
Le français va très bien, merci »
Tracts - Gallimard, n°49, mai 2023

Dans un pamphlet intitulé « Le français va très bien, merci », des linguistes soi-disant « *atterré-e-s* » -- et se posant ainsi en rebelles -- s'en prennent à tous les grincheux qui alertent sur le déclin de notre langue, alors qu'il faudrait au contraire s'enthousiasmer de sa vitalité et de sa formidable inventivité. Contrairement à ce qu'on entend trop souvent, ils clament haut et fort que le français n'aurait rien à craindre, en vrac, des outils de communication modernes, des anglicismes, des accents régionaux, de l'écriture inclusive, des parlers jeunes, etc. Il n'y aurait là qu'« idées reçues », ce dont le petit « tract » se propose de nous débarrasser, en assénant, tels de nouveaux Pangloss, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

S'il y a quelques remarques linguistiques auxquelles on peut souscrire, les linguistes *atterrés* se veulent aussi réformateurs et pédagogues, et c'est sur ce point qu'il nous paraît urgent de dénoncer ce que ce texte véhicule lui aussi comme idées reçues ou comme présupposés, pas du tout rebelles, d'une part à propos de l'enseignement, d'autre part en ce qui concerne les enjeux de pouvoir portés par la langue.

I - Une vision de l'enseignement coupée de la réalité et destructrice

Nous retiendrons ici trois thèmes sur lesquels les linguistes fondent leur démonstration de la vitalité du français, thèmes qui sont autant de fausses évidences, voire de poncifs ressassés depuis des décennies.

A - Premier poncif : haro sur l'orthographe ! Si l'on croit que le français va mal, c'est qu'on fait une fixation sur les fautes d'orthographe. Or, disent les linguistes, notre orthographe est aberrante et inutilement compliquée. Il faut donc réformer tout cela pour alléger l'enseignement et délivrer les élèves de l'angoisse de la faute d'orthographe présentée comme un obstacle à des apprentissages sereins.

Nous pouvons admettre qu'il y a en effet des illogismes dans les graphies et qu'on pourrait y apporter quelques rectifications ou tolérances. Mais le tableau que les linguistes atterrés font de l'école est totalement ahurissant : qu'ils puissent imaginer que les lacunes des élèves se limitent à des questions d'orthographe d'usage (consonnes doubles, traits d'union, ph ou f, pluriel en -x ou en -s, etc) et que l'orthographe serait encore un « outil de sélection » (p.35) est le signe soit de leur déconnexion, soit de leur mauvaise foi.

Il y a belle lurette en effet que l'école a cessé de sanctionner certaines erreurs, voire l'ensemble des problèmes d'expression. Il y a belle lurette aussi que l'orthographe n'est plus un outil de sélection. Si elle l'était, comment expliquer que les professeurs d'université aient cru nécessaire de dispenser des cours d'orthographe et d'expression à leurs étudiants ? À qui veut-on faire croire que l'école d'aujourd'hui serait restée figée dans les formes de celle de la IIIème République ?

Mais, pour avoir une idée de la réalité de l'école, il faudrait avoir lu de vraies copies d'élèves, farcies de fautes (même si d'aucuns préfèrent parler d'« erreurs »), de fautes graves, ce à quoi nos linguistes atterrés n'ont sans doute jamais été confrontés. Il y a un gouffre entre les ignorances réelles des élèves (y compris en Terminale) et l'idée que ces linguistes se font des apprentissages. Est-ce être décliniste que de s'inquiéter de graphies, au niveau du bac, comme, par exemple, « il c'est écrire », « je vous regardez » ? Quand on déplore les fautes des élèves, on ne parle pas des subtilités des dictées de Pivot, on parle de lacunes qui touchent les accords les plus simples, de confusions entre homonymes qui brouillent le sens (« c'est » et « sait » par exemple), sans parler de la syntaxe, très souvent chaotique et déstructurée.

Prétendre que le français va bien, sans nuance, c'est masquer l'ignorance des élèves (et souvent aussi des adultes) en essayant de nous faire croire que les professeurs pleurnichent sur des broutilles et qu'ils

traumatisent les élèves avec des questions byzantines. C'est le meilleur moyen de ne pas remédier aux difficultés réelles de ceux à qui on n'a pas su ou pas pu apprendre à lire, écrire et parler d'une façon un tant soit peu intelligible.

B - Deuxième poncif : Il faut des règles, mais il ne faut pas les imposer

Poser des jalons pour réformer l'enseignement de la langue amène à se questionner sur les règles qu'il faut enseigner ou pas. Sur ce point, les linguistes atterrés sont d'une étonnante inconséquence.

En effet ils commencent par dire (p.4) que les langues « sont soumises à des règles », que « les règles sont nécessaires pour se comprendre les uns les autres », ce qui paraît le bon sens même.

Mais la suite tend à démontrer la vacuité de ces règles : en effet la langue *évolue*, disent nos spécialistes et « la forme correcte d'aujourd'hui est souvent la faute d'hier ». Faut-il en déduire que les fautes d'aujourd'hui seront les normes de demain ? Ce n'est pas dit, mais c'est le sous-entendu des développements sur le caractère instable des langues et sur les efforts inutiles dépensés à enseigner une orthographe accusée d'être illogique et fossilisée. Or, s'il est clair qu'il y a de l'instabilité, rien ne garantit en revanche que les fautes actuelles seraient des fulgurances en avance sur l'évolution du français. Qui pourrait prédire ce que sera notre langue dans l'avenir ?

Reste la contradiction qui ne semble pas déranger nos éminents linguistes : soit on dit que les règles sont nécessaires pour communiquer dans une langue et il faut les enseigner telles qu'elles existent à un moment donné, soit on dit que ces règles étant forcément éphémères, il n'est pas utile de s'en encombrer, mais alors la compréhension mutuelle risque d'être très compromise.

Même inconséquence p. 33 à propos d'une critique de l'exercice de dictée, sur lequel en effet il y a beaucoup à redire. Mais il est curieux de lire à l'appui de ce réquisitoire l'affirmation suivante : « on n'apprend pas en faisant apparaître des fautes, on apprend en montrant des règles. » On est heureux que les linguistes atterrés reconnaissent donc l'utilité des règles. On regrette néanmoins qu'ils n'aillent pas jusqu'à se demander comment on amène les élèves à les intérioriser pour qu'ils s'expriment ensuite en les respectant. Il nous semble justement que faire apparaître des erreurs et les désigner comme telles, voire les sanctionner, est une façon de faire comprendre les règles et de les faire intégrer.

Dès la page 4, un choix est posé : « décrire ou prescrire ? » La réponse ne se fait pas attendre : prescrire c'est contraindre, voire culpabiliser et donc ce n'est pas bien ; tandis que décrire, c'est bon parce que c'est neutre, et c'est d'ailleurs ce en quoi consiste le travail scientifique des linguistes. Mais le fait que les premiers apprentissages pourraient ne pas répondre à la même logique que les travaux de recherche des spécialistes ne semble pas effleurer nos atterrés. Se demandent-ils ce qui se passe avec des élèves si les règles de la langue ne sont pas prescrites, mais seulement décrites ? Pensent-ils qu'elles seront appliquées ? Il est à craindre qu'ils le croient, comme d'ailleurs beaucoup de réformateurs de l'école depuis des décennies, lesquels ne comprennent pas non plus que si les tests PISA des petits Français sont si mauvais, c'est peut-être parce que cela fait quarante ans qu'on enjoint aux professeurs de « décrire » plutôt que de « prescrire ».

C - Troisième poncif : il faut accélérer la mise au rebut de la grammaire.

Un seul point du réquisitoire des linguistes concerne l'orthographe grammaticale et non d'usage, ce sont les accords du « participe passé employé avec l'auxiliaire avoir qui aurait tendance à devenir invariable » (p. 5). Précisons qu'il s'agit de l'accord du participe passé avec le COD quand il est employé avec l'auxiliaire avoir, seul cas d'emploi avec « avoir » où le participe s'accorde. Le fait que cet accord tombe en désuétude, c'est-à-dire le fait qu'il ne soit plus très souvent appliqué, suffit pour nos linguistes pédagogues à considérer qu'il faut accélérer son extinction. Nous pensons que c'est aller un peu vite et que, à ce tarif, on ne voit pas pourquoi toutes sortes d'autres règles d'accord ou de construction syntaxique, tout aussi mal respectées, ne pourraient pas passer à la trappe de la même manière. (Par exemple la ponctuation, la construction de l'interrogation indirecte, la construction du pronom relatif « dont », l'emploi du subjonctif, etc, tout autant de points de grammaire qui sont de moins en moins maîtrisés.)

S'il est vrai que l'accord avec « avoir » est un peu complexe, il n'est pas du tout insurmontable (contrairement, admettons-le, aux accords des participes passés à la forme pronominale qui sont, eux, un réel casse-tête). Pourquoi cet acharnement à le faire disparaître ? Peut-être parce que l'accord avec le COD a le défaut de contraindre le malheureux apprenti de la langue à se poser des questions qui doivent paraître insupportables à nos linguistes. En effet, dans une phrase telle que « voici la lettre que j'ai lue », l'accord du participe « lu » oblige à savoir ce qu'est un complément d'objet, pire, un objet *direct* et donc d'envisager qu'il peut y en avoir d'*indirects*, pire encore, savoir que « que » est ici un pronom relatif dont la fonction est justement complément d'objet direct. Bref ! c'est toute la grammaire qui doit être convoquée et on n'en finit plus !

Les linguistes atterrés n'hésitent d'ailleurs pas à voir dans toutes ces exigences une perte de temps pure et simple, toutes ces heures passées à apprendre le français pouvant être bien plus utilement consacrées à autre chose (langues étrangères, informatique). Les professeurs de français se plaignent de la réduction de leurs horaires. Les linguistes leur répondent qu'il y a encore bien trop d'heures consacrées à la complexité orthographique (p. 33). Voilà une idée qui ne manquera pas de séduire tous les ministres des finances et autres raboteurs de budgets publics.

Ignorance ou mauvaise foi ? Derrière l'attaque contre l'accord du participe passé, se révèle une aversion pour l'enseignement de la grammaire, qui n'est pas nouvelle. On reproche à cette discipline soit d'être une bizarrerie typiquement française, soit d'être un archaïsme ignorant des avancées de ... la linguistique (tiens, tiens !), soit encore d'être un jeu abstrait et vain, ne permettant pas d'accéder au sens des textes. C'est dans cet esprit que l'enseignement de la grammaire aura subi bien des revers ces dernières décennies, le pire ayant été son enseignement tronçonné en séquences, censé relier chaque question de grammaire à une étude de texte. Le résultat est que les élèves y ont perdu la compréhension de la logique de la phrase et des règles orthographiques qui la soutiennent et bien sûr aussi la capacité à comprendre les textes, ce qui était pourtant le but affiché.

II- Une étonnante méconnaissance des enjeux de pouvoir qui traversent les usages linguistiques.

Espérant nous rassurer sur l'innocuité des changements apparus récemment dans la langue française, nos linguistes n'envisagent jamais que la langue est aussi un instrument de pouvoir (cf Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, 1982). Deux autres poncifs nous semblent exemplaires de cette cécité.

a) Quatrième poncif : Les anglicismes sont inoffensifs

Sur les anglicismes, tout le monde ou presque est d'accord pour dire que les emprunts aux langues étrangères ont toujours existé et que cela est en effet une preuve de vitalité pour une langue. Mais au stade où nous en sommes en France (et c'est probablement le cas aussi pour beaucoup de langues autres que l'anglais), il ne s'agit pas que d'emprunts, ni de remplacements ponctuels d'un mot français par un mot anglais. Il ne s'agit pas que de quelques expressions anecdotiques comme « week end » ou « c'est cool », ni même de mots anglais habilement intégrés au français comme « spoiler ». Notons d'ailleurs que ce sont presque exclusivement des emprunts à l'anglais, au détriment des autres langues.

Avec les anglicismes d'aujourd'hui on a affaire à une langue qui se veut dominante, la langue managériale, celle des échanges mondialisés, commode peut-être pour faire du commerce, mais qui se répand dans toutes les situations où on cherche à en imposer, à montrer qu'on est du côté des puissants (les Américains en l'occurrence), qu'on est dans le coup (du business), qu'on est jeune. Langue de classe, hautaine et arrogante des petits chefs de bureau ou des grands fauves de la finance et des cyniques de tout poil.

Quand cette langue truffée de vocables anglais est relayée par toutes les enseignes de petits commerces, c'est pitoyable, non parce que le français serait défiguré, mais parce que cela révèle la misère et la servitude de ceux qui s'accrochent à tout ce qui fait chic, croyant sans doute qu'ils seront plus compétitifs quand ils écrivent « come in » au lieu de « entrez », « coffee shop » au lieu de « café ».

Cela touche évidemment aussi les plus jeunes qui sont souvent les plus perméables à tout ce qui fait branché, à toutes les modes linguistiques que les médias répandent à flots continus avec une

complaisance coupable, quand ce n'est pas en se couvrant de ridicule (le russe Mikhaïl Gorbatchev américanisé en « Maïkeul », comme l'allemand Michael Schumacher, tout ce qui est étranger devant forcément être anglo-américain, et même ce qui est français comme le titre du roman *Regain* de Jean Giono prononcé « Riguéine »)

Les anglicismes, contrairement à ce que disent les Linguistes atterrés, ne touchent pas que le vocabulaire. Ils imprègnent de plus en plus la syntaxe, par exemple dans les slogans marchands tels que « mon city market », « ma french bank », mais, bien plus, dans la construction même des phrases. Ainsi, une directrice de recherche au CNRS déclarait récemment à propos des mesures environnementales souhaitables : « c'est ce qu'on essaie d'aller vers », transcription littérale de la construction anglaise. Il est d'ailleurs révélateur que ce soit dans le milieu de la recherche scientifique que cette porosité à la syntaxe anglaise se fasse sentir, puisque depuis des années les chercheurs sont obligés de publier en anglais, voire de donner des cours en anglais sous peine de ruiner leur carrière et de perdre leurs subventions.

b) Cinquième poncif : Les niveaux de langue sont une affaire de choix

Outre les anglicismes, les linguistes atterrés évacuent très vite les inquiétudes concernant les niveaux de langue, le français des sms, le français parlé, le français jeune. L'idée des linguistes est que ces variations de la langue sont liées à des situations de communication différentes et qu'« on a le choix » (p.20), qu'on « adapte son expression » selon à qui on s'adresse (p.37), que « personne ne parle de la même façon à ses copains, à ses parents ou à ses enfants, à ses profs ou à ses collègues » (p. 45). Si l'on peut constater qu'en effet la question du destinataire est presque toujours prise en compte dans les échanges, il n'en demeure pas moins que tous n'y arrivent pas aussi bien et que tous n'ont pas autant « le choix ». Parmi les difficultés de l'apprentissage du langage il y a notamment la capacité à ne pas répéter mécaniquement les mots et les slogans à la mode, à prendre du recul, à savoir éviter les formulations imposées par le langage dominant (que celui-ci soit le langage managérial et publicitaire ou celui du groupe social dont on est issu).

Les linguistes le reconnaissent eux-mêmes : « les capacités sont hétérogènes », notamment en vocabulaire. Mais, disent-ils, ce n'est pas grave, car les « les situations familières et routinisées n'ont pas besoin d'un vocabulaire riche ». Faut-il comprendre que le commun des mortels n'a pas besoin de communiquer sur autre chose que de la routine ?

III- Enseigner un code / enseigner une langue de culture

Le « tract » des Linguistes atterrés révèle une vision de la langue très utilitariste, selon laquelle la langue n'est qu'un instrument neutre, un code, dont chacun pourrait se servir à sa guise, en choisissant les mots appropriés dans les rayons de son bagage linguistique ; dans ces conditions, il suffirait d'expliquer aux jeunes qu'il y a des usages différents, « des frontières entre les différentes situations » (p. 37-38).

Or la maîtrise d'une langue ne se pose pas en termes de choix du « niveau » de langue qui conviendrait aux circonstances. La question est plutôt de savoir si ce choix est simplement possible pour nombre de locuteurs qui n'ont justement pas les connaissances et l'entraînement suffisants pour éviter les formulations stéréotypées et prêtes à l'emploi, ainsi que les pièges de la langue dominante, qui structure les débats selon ses intérêts, soit à travers des modifications du sens des mots (par exemple « adversité » a remplacé « opposition » dans le vocabulaire sportif et du coup on connaît de moins en moins son sens premier de « destin hostile »), soit par des utilisations dévoyées des liens logiques.

Nous pensons dans une toute autre perspective : si l'enseignement du français vise bien sûr à permettre de communiquer clairement grâce à la maîtrise du code (ce qui est loin d'être acquis aujourd'hui), son ambition est aussi de former des sujets pensants, et cela notamment en amenant les élèves à devenir des lecteurs capables de lire autre chose que ce qui est strictement produit du jour, autre chose que des textes formatés selon les exigences purement utilitaristes et marchandes du moment. Nous pensons en effet que même les « guichetières » ont le droit de pouvoir lire *La Princesse de Clèves*, droit que leur avait contesté un certain Nicolas Sarkozy en son temps.

Loin de la caricature des linguistes atterrés à propos de la « langue de Molière », l'ambition de l'école devrait être non pas d'enseigner à « parler comme Molière » évidemment, mais à pouvoir encore le lire,

lecture qui, au passage, offre l'occasion d'aperçus historiques sur l'évolution de la langue, ce qui devrait plaire à nos atterrés. Or cet accès à la littérature est d'ores et déjà quasi impossible pour de nombreux élèves, du fait des multiples réformes de l'éducation qui toutes ont imposé des simplifications et des allègements dans l'étude de la langue, du fait aussi de tous ceux qui ont minimisé la gravité d'un maniement de plus en plus maladroit et déstructuré du langage.

La langue n'est pas qu'un véhicule d'information et de communication, elle charrie en permanence des visions du monde, des jugements plus ou moins implicites, des idéologies plus ou moins avouées, et sa complexité est justement le reflet des conflits passés et présents. Vouloir simplifier les objets d'apprentissage est un choix démagogique qui prétend s'adapter à l'air du temps, à une prétendue aspiration des jeunes, mais qui ne réussit qu'à les couper de plus en plus de leur langue et de la culture qu'elle porte.

Nous ne disons pas que la langue française va bien ou mal, nous dénonçons l'inconscience de ceux qui ne voient pas que, pour beaucoup de gens, la capacité à se l'approprier est de plus en plus compromise et que la possibilité d'en faire un outil de liberté est fort inégalement partagée.

Mireille KENTZINGER